



Éric Guichard (dir.)

Regards croisés sur l'Internet

Presses de l'enssib

Écriture de l'histoire et réseaux numériques

Philippe Rygiel

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.1941

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Presses de l'enssib

Année d'édition : 2011

Date de mise en ligne : 16 mai 2017

Collection : Papiers

ISBN électronique : 9782375460443



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

RYGIEL, Philippe. *Écriture de l'histoire et réseaux numériques* In : *Regards croisés sur l'Internet* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2011 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/1941>>. ISBN : 9782375460443. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.1941>.

ÉCRITURE DE L'HISTOIRE ET RÉSEAUX NUMÉRIQUES

« La volonté de définir idéologiquement l'histoire est le propre d'une élite sociale. Elle se fonde sur une division entre les idées et le travail. Il lui était habituel de négliger également le rapport entre l'idéologie des historiens et leurs pratiques, entre les idées et leur localisation ou les conditions de leur production dans les conflits socio-économiques d'une époque, etc. »

Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*.

Plusieurs personnes m'ont, au cours de ces dernières années, à l'occasion souvent d'un colloque, demandé ce que l'usage par les historiens de l'internet changeait à l'écriture de l'histoire, au prétexte que j'étais historien et que j'avais fait partie des premiers spécialistes français d'histoire contemporaine à utiliser systématiquement le réseau et à produire des contenus destinés à celui-ci. Éric Guichard, préparant ce volume, m'a posé à son tour la même question. Je me suis donc à nouveau trouvé profondément embarrassé, non seulement parce que je ne pense pas être aujourd'hui la personne la plus qualifiée pour y répondre, mais aussi parce que la question, limpide dans sa formulation, est extrêmement complexe et aussi difficile à traiter que malaisée à éluder. L'histoire en effet, telle que la pratiquent ceux qui font métier d'historien se veut, et est, une entreprise scientifique, ou du moins, si nous voulons éviter les querelles sémantiques liées à l'emploi de cet adjectif, entreprise de connaissance qui entend produire du savoir. Or, praticiens et épistémologues de plusieurs disciplines ont montré, au cours de la dernière décennie, que l'irruption de l'internet avait eu des effets repérables sur le volume et les caractéristiques des résultats scientifiques produits¹. Il est donc légitime que l'on demande à l'historien ce qu'il en est dans son champ et parce que, de fait, il présente au public le produit de ses travaux au moyen d'agencements structurés de signes, et le plus souvent de textes, que la question prenne, quand elle lui

1. Christian Gautier, Simon Tillier, Régine Vignes-Lebbe, François Rechenmann, « Acquisition et gestion des connaissances dans les sciences du vivant », in *Les savoirs déroutés. Experts, documents, supports, règles, valeurs et réseaux numériques*, Lyon, Presses de l'enssib, 2000.

est adressée, la forme d'une interrogation sur les éventuelles transformations de l'écriture historique.

Les difficultés commencent alors parce que, sous un même énoncé, liant histoire, écriture et réseaux informatiques, se trouvent rassemblées des interrogations distinctes. Il s'agit pour certains de se demander si les historiens, et particulièrement les historiens de profession, écrivent pour les usagers de l'internet et sous quelle forme². D'autres considèrent que l'internet offre à l'historien du très contemporain un matériau nouveau, un gisement de sources dirait un historien, et s'interrogent sur ce qu'il peut en faire, en apprendre et dire de neuf à partir de celui-ci et à quelles conditions³. D'autres encore, constatant que les historiens utilisent aujourd'hui des ordinateurs connectés à l'internet dans le cadre de leurs activités professionnelles, posent la question de l'incidence de ces pratiques nouvelles sur les productions des historiens et leur diffusion⁴. Quelques-unes enfin s'interrogent sur les propriétés des discours historiques, ou se présentant tels, qu'il est possible de lire sur la Toile, l'interrogation porte alors sur les transformations des usages publics de l'histoire à l'ère numérique⁵. Ces questions, logiquement distinctes, mais toutes valides, peuvent être liées si l'on considère qu'elles renvoient chacune à une facette d'une même activité professionnelle, d'un métier⁶. L'historien collecte et traite des matériaux, tirés ou non d'archives constituées, afin de produire des discours et des textes, qui sont pour certains plus particulièrement destinés à ses pairs, pour d'autres offerts à un public plus large, entrant alors parfois en concurrence avec d'autres discours, ou du moins cohabitant avec eux. Il arrive que les produits de son activité soient disponibles sur la Toile. En somme, il cherche, il écrit, il prend la parole, il met en ligne (ou on le fait pour lui). Ajoutons que souvent il enseigne et que c'est fréquemment par le biais de leurs activités pédagogiques que beaucoup d'historiens, particulièrement ceux exerçant dans les universités anglo-saxonnes, furent pour la première fois confrontés à l'internet, voire

2. Philippe Rygiel, « L'ordinateur, le réseau et l'écriture de l'histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 82, avril-juin 2006, pp. 75-79.

3. Philippe Rygiel, « Des archives numériques sans historiens ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 79, juillet-septembre 2005, pp. 11-13.

4. Milad Doueïhi, *La grande conversion numérique*, Paris, Le Seuil, 2008.

5. Serge Noiret, « Histoire et mémoire dans la toile d'histoire contemporaine italienne », in Philippe Rygiel et Serge Noiret (dir.), *Les historiens, leurs revues et Internet (France, Espagne, Italie)*, Paris, Éditions Publibook Université, 2005.

6. Rolando Minuti, *Internet et le métier d'historien*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

sommés de l'utiliser⁷. S'interroger sur la transformation de l'écriture de l'histoire à l'ère du réseau revient alors à étudier les mutations d'un métier contemporaines de la transformation des dispositifs techniques auxquels il est lié. Je ne suivrai pas ici ce chemin, ou pour mieux dire ce questionnaire, quoique je le juge fécond. Plusieurs raisons m'y poussent. D'une part, c'est là le sujet d'une thèse, appuyée sur un solide travail de terrain, plutôt que le thème d'un article, qui ne pourrait guère faire mieux que coudre ensemble quelques impressions directement dérivées de ce que la place du locuteur lui aura permis d'observer. D'autre part, j'ai déjà évoqué certaines de ces questions dans divers textes au cours de ces dernières années, et ma réflexion n'a guère avancé depuis la parution de ceux-ci, les hasards d'une carrière m'ayant quelque peu détourné de ces interrogations. Je voudrais ici seulement réfléchir aux pratiques informatiques des historiens et à leur pratique du réseau lorsqu'ils sont les plus proches du cœur de leur métier d'historien, c'est-à-dire lorsqu'ils sont engagés dans la production d'un texte qui, appuyé sur un dépouillement d'archives qui ne sont pas nées numériques, sera soumis à l'évaluation de leurs pairs, et aux implications de ces pratiques sur le produit de cette activité. Une telle posture appelle plusieurs remarques. Parler ici du cœur d'un métier ne veut pas dire que les historiens en poste dans les facultés passent l'essentiel, ni même la majorité de leur temps, à scruter les archives, à hanter les bibliothèques et à préparer des textes inédits, mais ce travail est à la fois ce qui les différencie de ceux de leurs collègues qui interviennent dans d'autres champs et le seul élément de leurs activités qui est soumis aux jugements de leurs pairs. Dans la plupart des cas, ce sont ces travaux qui fondent l'identité professionnelle d'un historien. D'autre part, puisque nous nous intéressons ici à des pratiques, nous regroupons sous le terme d'historien l'ensemble des individus, quel que soit leur statut au regard des institutions universitaires, qui publient des textes, ouvrages ou articles, dans des collections ou des revues d'histoire savante, c'est-à-dire ceux dont le travail est reconnu pertinent par les instances de validation de la profession.

Si délimiter ce sujet est aisé, le traiter est, en historien, particulièrement difficile. L'avènement de l'internet ne constitue pas une nouveauté radicale, mais le prolongement d'un processus d'informatisation des activités intellectuelles vieux déjà de plusieurs décennies et loin d'être

7. Tara Brabazon, *Digital hemlock. Internet education and the poisoning of teaching*, Sydney, University of New South Wales Press, 2002.

achevé. Ce que nous tenons pour les propriétés essentielles et intangibles de l'internet est ainsi le produit d'un équilibre politique autant que technique sans cesse renégocié entre de multiples acteurs aux intérêts souvent divergents⁸. De plus, les historiens sont peu portés à nourrir de leur expérience personnelle une méditation, fut-elle heideggerienne, sur le nombre de degrés supplémentaires introduits entre eux et l'Être historique par l'écriture à la machine. Une question d'histoire se traite par l'examen de la bibliographie existante et la délimitation d'un corpus à examiner. Or, la bibliographie est ici quasi-inexistante, particulièrement quand on s'intéresse aux pratiques des historiens du domaine francophone. Cela exprime sans doute le fait que la généralisation de l'usage de l'internet est récente, mais aussi une certaine absence de curiosité touchant aux systèmes de pratiques mis en œuvre par les historiens, au profit souvent de la recherche d'une cohérence idéologique des œuvres. Les universités françaises offrent certes aujourd'hui des cours d'historiographie à leurs étudiants en histoire. Les manuels fleurissent donc, parfois fort bien faits. Cependant, s'ils proposent souvent une analyse des grandes œuvres, un panorama des grands auteurs, parfois une histoire de l'institution historique, il est rare qu'ils accordent beaucoup d'attention aux pratiques concrètes des historiens, à leurs conditions de travail, à leurs outils ou aux transformations de leur équipement et de leur environnement. Les consultant, le lecteur peut avoir l'impression que l'historien, quoique parfois doté de vives passions, généralement idéologiques, n'a pas plus de corps que d'outils et qu'aucun quotidien n'entrave ce travailleur résolument solitaire et sans technique.

UNE APPROPRIATION TARDIVE ET LENTE

+++++

Qui veut faire un état de la question qui nous occupe ici doit donc faire un détour et examiner les quelques travaux disponibles, élaborés dans le cadre américain. Deborah Lines Andersen, une documentaliste de formation, a mené plusieurs enquêtes, à quelques années d'intervalle, sur les usages de l'informatique des historiens présents dans les universités new-yorkaises⁹. Elle nous fournit quelques indications, à partir d'enquêtes par

8. Pierre Mounier, *Les maîtres du réseau. Les enjeux politiques d'Internet*, Paris, Éditions La Découverte, 2002.

9. Deborah Lines Andersen (dir.), *Digital Scholarship in the Tenure, Promotion, and Review Process*, Armonk, New York, M.E. Sharpe, 2004.

questionnaires et de campagnes d'entretiens, sur l'évolution des usages entre 1992 et 2003. À la lire, nous constatons que l'ordinateur fut d'abord pour les historiens une machine à écrire, avant de devenir le moyen d'envoyer des courriels, puis de consulter le web. En 1996 cependant, ces pratiques sont encore minoritaires, et aucun des historiens consultés n'a encore produit de contenu destiné au réseau. Il existe cependant un petit groupe d'historiens, qui souvent ont une fonction de passeur, qui utilisent très fréquemment les ressources du réseau, et pour certains un tableur, voire un logiciel de base de données (3 % des historiens interrogés ont utilisé un tableur au cours du mois précédent et 13 % une base de données, sans que nous sachions s'ils ne font que les consulter ou les créent¹⁰). Une seconde enquête, menée celle-ci uniquement par questionnaire, à la fin de 2003, dans les mêmes lieux, montre que l'usage du courriel est désormais systématique. Beaucoup, parmi ceux qui ont répondu au questionnaire distribué, maintiennent un site web destiné à leurs étudiants et consultent les catalogues en ligne des bibliothèques ou utilisent le web afin de rassembler l'information bibliographique dont ils ont besoin, voire consultent en ligne des articles savants au moyen des agrégateurs de contenus permettant l'accès aux publications universitaires (J-Stor par exemple). La publication électronique demeure par contre extrêmement rare, un seul des quarante-deux répondants indique avoir donné des notes de lecture à une revue électronique, aucun ne mentionne une participation à la production d'un cd-rom, les plus jeunes exprimant la crainte qu'une production savante sous forme électronique ne soit pas prise en compte par les instances d'évaluation et de recrutement¹¹. Il faut, afin d'apprécier ces résultats, savoir que la réalisation des premières enquêtes était liée à la mise en place d'un programme pilote de diffusion des outils numériques au sein des institutions étudiées. De ce fait, la diffusion de ceux-ci fut sans doute ici particulièrement précoce et large. Nous pouvons conclure que la diffusion des outils et des compétences numériques apparaît rapide, mais tardive et limitée dans son extension. L'historien new-yorkais, membre d'une institution d'avant-garde en matière d'informatisation des pratiques historiennes est, en 2003 au moins, un producteur de tapuscrits et un consommateur d'information numérique armé d'un navigateur, d'un

10. Deborah Lines Andersen, "Academic Historians, Electronic Information Access Technologies, and the World Wide Web; A longitudinal Study of Factors Affecting Use and Barriers to that Use", *Journal of the Association for History and Computing*, Volume 1, n° 1, June 1998.

11. Deborah Lines Andersen, "Academic Historians revisited", *Journal of the Association for History and Computing*, Volume 6, n° 2, September 2003.

logiciel de messagerie et d'un traitement de texte. L'ordinateur, même connecté au réseau, est, au milieu des années 2000, pour beaucoup d'historiens français un substitut performant au minitel et à la machine à écrire, plus qu'un dispositif ouvrant des possibilités nouvelles. La multiplication des écrans et la croissance des réseaux rend de plus l'historien fréquemment méfiant. L'idéologie qui sous-tend le discours de beaucoup de leurs promoteurs y est sans doute pour quelque chose, qui promet la disparition des médiations de tout ordre et l'abolition de l'auteur et des hiérarchies cognitives¹². Mais ce n'est pas là la seule raison. Pour beaucoup, l'informatisation du travail universitaire est d'abord le moyen permettant, à leur institution, d'obtenir d'eux un travail supplémentaire et non payé, la tenue d'un cours s'accompagnant de la diffusion de contenus par le biais d'une page web et de fréquents et chronophages échanges de courriels avec leurs étudiants. Les réactions de certains semblent parfois très familières à un historien des mondes ouvriers. Pour certains de ces travailleurs très spécialisés que sont les historiens, l'introduction des nouveaux objets techniques que sont les dispositifs électroniques apparaît comme une menace. Elle porte en elle un risque de déqualification, de dépossession et mine les conditions de leur autonomie. Ces transformations sont vécues et dites parfois comme l'annonce d'un déclassement, qui ferait de professionnels, proches par certains traits des professions libérales, des salariés comme les autres de grandes organisations, de plus en plus soumis à une logique de profit¹³. Ces craintes ne sont d'ailleurs pas sans fondements. L'introduction des outils réseaux au sein d'organisations spécialisées dans le traitement de l'information a de fait parfois conduit à « [...] un retour du travail à la chaîne, sans sens, sans compréhension globale du processus »¹⁴. Et le développement, actuellement lent et difficile, de programmes d'enseignement en ligne peut mener l'historien à devenir un simple fournisseur de contenus intégrés au sein de dispositifs dont, faute de compétences techniques, il ne maîtrise pas l'architecture et rien n'empêche une université de maintenir en ligne un site offrant le contenu d'un cours et ses documents d'accompagnement, après que l'enseignant a quitté l'institution. De même, une dépendance accrue aux bases

12. Philippe Breton, *Le culte de l'Internet. Une menace pour le lien social ?*, Paris, Éditions La Découverte, 2000, particulièrement pp. 63 et suivantes.

13. Tara Brabazon, *Digital hemlock*, *op. cit.*

14. Sandra Frey, « Les TIC dans l'administration », in Pascal Lardellier, Philippe Ricaud, *Le réseau pensant. Pour comprendre la société numérique*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2007, p. 47.

de données payantes (et fort chères) d'informations bibliographiques et d'articles scientifiques est susceptible de défavoriser les chercheurs qui ne seraient pas rattachés à une grande institution capable d'en supporter les coûts. Il n'est pas certain que ces réticences, soulignées par plusieurs auteurs¹⁵, soient propres à la communauté historique, même si elles sont particulièrement accusées en ce cas. Couplées à une formation essentiellement littéraire – malgré la mise en place, non sans difficultés ni hésitations d'enseignements dédiés à l'outil informatique¹⁶ – et à la stabilité des usages au sein d'une communauté académique très anciennement formée, dont les membres se pensent souvent plus volontiers hommes de lettres que scientifiques, elles peuvent cependant rendre compte du développement tardif et partiel des usages de l'informatique au sein de la profession. De même, pouvons-nous comprendre que le débat sur l'informatisation de la discipline ait, particulièrement en France, surtout porté sur les modalités de la mise en ligne d'une information scientifique aux formes quasi inchangées¹⁷, le fichier pdf remplaçant, ou redoublant, l'article papier. Le constat rend aussi un peu vaines les entreprises visant, partant de l'examen des productions scientifiques actuellement disponibles, à déduire les transformations imputables à la diffusion des usages du réseau, à la fois parce que celle-ci est tardive et limitée, et parce que les délais de production des documents rendant compte d'une recherche sont très longs. Entre le début d'une enquête, d'une thèse par exemple, et la publication sous forme d'ouvrage ou d'article de ses résultats, il s'écoule fréquemment de cinq à dix ans. Ajoutons qu'il semble que les historiens utilisant les ressources électroniques disponibles aient eu, au moins jusqu'au début des années 2000, tendance à gommer de leurs textes les références à celles-ci, ce qui rend le repérage de leurs pratiques et de l'incidence de celle-ci plus difficile encore¹⁸ lorsqu'on utilise comme matériau les textes qu'ils livrent au public.

15. Pierre-Yves Saulnier, « Des listes électroniques : pourquoi, pour qui ? Notes sur les historiens français et les communautés en ligne », in Philippe Rygiel, Serge Noiret, *Les historiens, leurs revues...*, *op. cit.*

16. Alain Dallo, « Quelle informatique enseigner aux historiens ? L'exemple de l'université Paris I », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, n° 41, hiver 2002.

17. Marin Dacos, « Le numérique au secours du papier. L'avenir de l'information scientifique des historiens à l'heure des réseaux », *Cahiers d'histoire*, numéro 1, 1999.

18. Suzanne Graham, "Historians and Electronic Resources: A Second Citation Analysis", *Journal of Association for History and Computing*, Volume 4, n° 2, August 2001.

LES CURIOSITÉS DES CYBERHISTORIENS

+++++

Plusieurs voies s'ouvrent quand nous voulons dépasser ce premier constat. L'une consiste à examiner les pratiques, ou plutôt les récits de pratiques produits par les petits milieux d'innovateurs et d'expérimentateurs dont Deborah Lines Andersen constate l'existence. Ceux-ci en effet, tant en France que dans le monde anglo-saxon, disposent depuis longtemps de leurs revues ou de leurs bulletins et y évoquent souvent tant leurs expériences que leurs difficultés. Certaines tentatives s'avèrent bien sûr sans lendemains, mais nous pouvons, examinant ce corpus, repérer quelques traits des curiosités et des désirs numériques d'historiens. La revue de référence pour qui s'intéresse aux croisements entre pratiques historiques et pratiques informatiques est, dans le monde de langue anglaise le *Journal of the Association for History and Computing (JAHC)*¹⁹. Cette revue électronique, dotée d'un comité de lecture, est née en juin 1998. Chaque livraison propose des articles rendant compte de réalisations ou annonçant des projets, un éditorial, des comptes rendus de lecture, des descriptions de ressources internet. La revue la plus durable fut, dans le domaine français, *Le Médiéviste et l'ordinateur*, créée en 1979, sous l'égide de l'Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT), qui publie deux volumes papier jusqu'en 2004, puis devient uniquement électronique, en prenant la forme d'une archive ouverte, alimentée pour la dernière fois en novembre 2006. Une numérisation rétrospective permet d'accéder aux volumes parus depuis 1989²⁰. Les deux entreprises ne sont pas tout à fait de même nature. *Le Médiéviste et l'ordinateur* est un bulletin destiné à des professionnels de l'histoire médiévale et son comité de rédaction se préoccupe d'abord des usages de l'informatique dans le cadre de la recherche. Le *JAHC*, qui n'est pas accolé à un laboratoire, s'adresse aux professionnels de l'histoire, quels que soient leur objet, ou la période qu'ils étudient, mais fait aussi une large place aux applications pédagogiques de l'informatique, qu'elles prennent place dans l'enseignement supérieur ou dans l'enseignement secondaire. En dépit de ces différences, la lecture de ces deux revues fait apparaître des éléments communs. Leurs rédacteurs expriment les mêmes convictions. Ils se définissent implicitement comme des pionniers, développant des pratiques, sinon marginales, du moins minoritaires, mais qu'ils considèrent appelées à se développer. Jeffrey

19. < <http://mcel.pacificu.edu/JAHC/> > au 10/12/2008.

20. < <http://lemo.irht.cnrs.fr/> > au 10/12/2008.

Barlow, le premier directeur de publication du *JAHC*, évoque dans le premier éditorial la méfiance des historiens confrontés à l'internet et aux journaux électroniques avant d'affirmer que « Les changements sont là. Et [le lancement d'une revue électronique] était aussi nécessaire qu'inévitable »²¹. Cette position les conduit à trouver des accents souvent militants, parfois missionnaires. David J. Staley, président de l'American Association for History and Computing (AAHC) définit ainsi celle-ci comme une organisation visionnaire guidée par une idéologie qui la « conduit à jouer un rôle pionnier dans l'exploration des nouvelles technologies destinées à la recherche et à l'enseignement de l'histoire »²². Le style des rédacteurs du *Médiéviste et l'ordinateur* est généralement moins fleuri et l'appréhension des outils disponibles souvent plus critique. Il n'empêche que Lucie Fossier, longtemps âme de l'entreprise, considère en 1984 que « Les médiévistes [...] se trouvent à la pointe du progrès »²³ ; et les appels à l'action sont nombreux dans les pages de la revue. L'informatique y est conçue comme un ensemble de techniques que, sinon l'individu historien, du moins la profession historienne, doit prendre en compte, parce qu'elle est, de fait, entrée dans les mœurs et parce que les apports heuristiques de son usage sont indéniables ; mais son articulation aux pratiques érudites suppose, outre une acculturation des individus, des transformations des institutions de la recherche et la mise en place d'un système de formation adapté. Le volume de 1995 titré « Les médiévistes et la politique de l'informatique », qui s'ouvre par le compte rendu de rencontres avec les responsables français des politiques scientifiques, est révélateur de cet état d'esprit. Il se clôt par une postface qui ressemble à la feuille de route d'une organisation syndicale et demande la mise en place de formations adaptées, une meilleure reconnaissance scientifique des pratiques informatiques des chercheurs et la mise en place d'un environnement permettant, dans le cadre des institutions de recherche, « une vraie communication entre chercheurs en sciences humaines et sociales et informaticiens »²⁴.

21. Jeffrey Barlow, "Editorial", *Journal of the Association for History and Computing*, Volume 1, n° 1, January 1998, < <http://mcel.pacificu.edu/JAHC/1998/issue1/editorial/> > au 10/12/2008.

22. David J. Staley, "The AAHC: a visionary Organisation", *JAHC*, Volume 8, n° 1, 2005, < <http://mcel.pacificu.edu/JAHC/2005/issue1/editorial.php> > au 11/12/2008.

23. Lucie Fossier, « Éditorial », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, n° 12, 1984.

24. « Postface », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, n° 31-32, 1995, < <http://lemo.irht.cnrs.fr/31-32/mo3120.htm> > au 11/12/2008.

L'évolution des sommaires des deux revues présente également des traits similaires. Les pionniers de ce que les Américains nomment la *digital history* avaient incorporé l'usage de l'informatique à leurs pratiques de recherche avant même le développement de l'internet, souvent pour explorer, par l'analyse statistique, des corpus assez volumineux structurés par des bases de données. Les titres des premiers volumes du *Médiéviste et de l'ordinateur* en portent la trace. Le numéro 3 et le numéro 4 (1980) sont consacrés aux sources sérielles médiévales, le numéro 5 à l'analyse factorielle (1981), le numéro 7 aux procédures de classification automatique (1982). Malgré la stabilité de l'équipe en charge de la publication, l'évocation de ces usages se fait de plus en plus rare et ils disparaissent des sommaires après un dernier numéro consacré en 1991 aux bases de données structurées. Le *JAHC* connaît une évolution similaire, quoique décalée, dans le temps. Les premières livraisons comportent quelques articles évoquant des recherches historiques faisant un usage systématique de l'outil statistique et des bases de données, souvent dans le cadre d'une histoire sociale dont sont issus plusieurs des piliers de l'entreprise, mais le thème disparaît quasiment après 2001. Le seul texte évoquant l'analyse statistique de données historiques assistée par ordinateur, publié en 2006, adopte, de plus, une perspective et un vocabulaire différents de ceux offerts par les premières livraisons. Karine Pellier, son auteur, évoque, non pas les traitements statistiques effectués, mais le système de gestion de l'information (*data management*) mis au point au cours de l'enquête²⁵. Cela traduit un déplacement, sinon des pratiques, difficiles à saisir, du moins des interrogations, que confirme l'examen des sommaires des deux revues. En effet, la découverte du réseau conduit leurs rédacteurs à se pencher sur les transformations de l'archive et de la bibliothèque. La numérisation des ouvrages anciens et des collections archivistiques, les conditions de leur indexation et de leur mise à disposition, les transformations de l'édition scientifique et de la diffusion des résultats des travaux érudits retiennent désormais, quoique de manière non exclusive, l'attention. Le *Médiéviste et l'ordinateur* débusque les textes médiévaux sur l'internet en 1999, se penche sur la numérisation des manuscrits médiévaux à l'automne 2001 et consacre un dossier à l'édition électronique en

25. Karine Pellier, "Contributions of date Management to Cliometrics", *JAHC*, Volume 9, n° 1, April 2006, < <http://mcel.pacificu.edu/JAHC/2006/issue1/articles/pellier.php> > au 11/12/2008.

2004. Le *JAHC* publie entre 2000 et 2008 huit textes²⁶ traitant de l'archivistique à l'ère électronique, dont une bonne part – préoccupation partagée avec *Le Médiéviste et l'ordinateur* – traitent des systèmes d'indexation contextuels des données de type XML qui en permettent l'utilisation. Les transformations des bibliothèques et des métiers associés à celles-ci sont au centre, entre 2000 et 2003, de sept textes, alors que là aussi le thème était absent des premières livraisons. Dans les deux cas, nous passons rapidement de textes prospectifs, ou de présentation de projets, à l'exposé de résultats de recherche ou à la description de dispositifs déjà matures et disponibles. C'est d'ailleurs là un trait qui caractérise l'ensemble des articles traitant de l'usage des ressources en réseau dans un contexte de recherche, dont un indice efficace est la distribution du terme « future », qui signale une réflexion prospective : il apparaît cinq fois au sein des titres des 69 articles de la *JAHC* traitant de problématiques de recherche, ces cinq occurrences se produisent entre 1998 et 2003. La période la plus récente est marquée par l'intérêt pour des systèmes de gestion d'information complexe, lointains descendants des bases de données des premiers temps de l'informatique historique et qui ont pour caractéristique à la fois de ne pas être nécessairement pensés en lien à un traitement statistique et de pouvoir incorporer des éléments non textuels. Les systèmes d'information géographique (SIG) suscitent beaucoup de curiosité et sont, de fait, déjà utilisés par un certain nombre d'historiens. *Le Médiéviste et l'ordinateur* leur consacre son numéro 44 (2006) et plusieurs auteurs évoquent non pas les virtualités de leur usage, mais les résultats permis par leur utilisation lors d'études s'appuyant sur les cadastres et les terriers anciens. Le *JAHC* offre de même à ses lecteurs six articles, tous publiés entre 2006 et 2008, traitant des usages possibles par l'historien de systèmes d'information géographique, avec cette particularité que plusieurs auteurs évoquent leur utilisation dans le cadre d'un enseignement. Ces systèmes ne sont pas les seuls modes de structuration informatique des données qui retiennent l'attention des rédacteurs de la revue. Ceux-ci s'intéressent aussi aux simulations tri-dimensionnelles (deux articles en 2003). De façon générale, les systèmes de gestion de l'information historique destinés aux chercheurs et aux équipes semblent aujourd'hui les dispositifs suscitant

26. Les remarques qui suivent s'appuient sur le dépouillement des sommaires de la revue. Chaque article, hors éditoriaux et comptes rendus, a été décrit par une fiche qui identifie sa thématique principale et son type (réflexion théorique, présentation d'un projet, exposé des résultats d'une recherche), son titre, son ou ses auteurs, sa date de publication, et quand cela est pertinent, les outils informatiques évoqués.

le plus d'intérêt, quoiqu'il n'en existe pas encore d'opérationnel malgré le lancement de divers projets – dont *hiscros*, qui s'appuie sur les possibilités de structuration des données par des réseaux sémantiques²⁷.

UN DIFFICILE AJUSTEMENT À LA NOUVEAUTÉ PERMANENTE

+++++

Si nous voulons synthétiser ce mouvement, nous dirons que les enjeux identifiés par les pionniers des humanités électroniques historiennes furent d'abord les possibilités de manipulation des données historiques, par le biais particulièrement du calcul, puis ceux liés aux possibilités de numérisation et de distribution des données et de l'information historique et qu'ils s'interrogent aujourd'hui sur les possibilités offertes à l'historien désireux de structurer efficacement l'abondante matière première numérique offerte par les archives et les bibliothèques de l'ère numérique. Le constat est bien sûr à la fois simplificateur et biaisé du fait d'effets de sources. Simplificateur parce que, si les accents se déplacent d'une période à l'autre, les urgences ressenties ne sont pas nécessairement les mêmes, les questions anciennes ne disparaissent pas et celles à l'ordre du jour ne sont pas toujours radicalement nouvelles. Manfred Thaller tentait déjà, il y a plus de vingt ans, d'élaborer un système d'information historique²⁸. De même, la réflexion sur l'exploration et la description statistique des données historiques, si elle retient moins l'attention des rédacteurs des deux revues utilisées, s'est poursuivie tout au long de la période, quoique les historiens soient sans doute moins nombreux à la mener au cours des années 1990 qu'au cours des années 1980 ou qu'aujourd'hui. Et sa disparition des pages des deux supports de notre réflexion ne renvoie pas seulement à la dynamique des recherches, mais aussi, dans le domaine francophone du moins, à l'apparition en 1986 de la revue *Histoire et mesure*, qui s'est imposée comme le lieu où s'expose et se réfléchit la nouveauté statistique. Si nous empruntons le vocabulaire des *literacy studies*, ou pensons aux catégories de l'anthropologue Jack Goody, nous dirons que les historiens électroniques – les petits groupes pionniers lancés dans l'aventure numérique – se sont, depuis l'avènement de l'internet, intéressés aux transformations des systèmes d'écriture dont ils

27. Maximilian Kalus, "Semantic Networks and Historical Knowledge Management: Introducing New Methods of Computer-based Research", *JAHC*, Volume 10, n° 3, 2007.

28. Manfred Thaller, *Kleio, A data base system for historical research, Version 1.1.1, b-test Version*, Göttingen, Max-Planck-Institut für Geschichte, 1987, 127 p.

se servent, à ceux qui structurent la bibliothèque et l'archive, aux conditions de la diffusion de leurs textes, et plus récemment, aux dispositifs permettant d'organiser leurs écritures invisibles et quotidiennes, les traces qu'ils multiplient lorsqu'ils préparent une recherche, mais ne livrent pas au public et rarement à la communauté historienne. Ils ont rarement exploré les modes de manipulation et de réarrangement des traces historiques permis par les développements de l'informatique réseau ou cherché à inventer des dispositifs graphiques nouveaux permettant la diffusion des produits de leur activité ou l'exploration des données. De même les transformations de l'économie des échanges au sein de la profession et à ses marges, induites par l'usage systématique du courrier électronique et des sites numériques, sont peu interrogées.

Tout se passe comme si les historiens, au cours de la dernière décennie, avaient réagi aux transformations rapides du contexte et aux mutations, tout aussi rapides, des outils disponibles, en tentant de les comprendre et de s'y ajuster, plutôt qu'élaboré des dispositifs spécifiques permettant d'explorer les implications heuristiques des changements en cours ou expérimenté la possibilité de nouveaux modes d'exposition au public des produits de leur activité. Le constat bien sûr mérite nuance, *Le Médiéviste et l'ordinateur* a ainsi consacré sa livraison de 2002 à « L'apport cognitif » des techniques informatiques, témoignant de ce que l'interrogation sur les implications heuristiques de l'usage de l'informatique par les historiens n'a jamais été abandonnée par ceux-ci. L'impression demeure cependant qu'elle est paradoxalement moins vive qu'au temps où l'historien confiait à l'informaticien ses fiches à traiter.

La nécessité de s'approprier d'incessantes nouveautés – il faut maintenant, nous disent certains collègues comprendre ce que le web 2.0 implique de nouveau – l'explique en partie, d'autant que l'historien confronté à l'informatique s'est, au cours des dernières décennies souvent trouvé livré à lui-même, contraint de se former sans cesse à de nouveaux outils, de nouveaux logiciels, acquérant à grand-peine des compétences sitôt obsolètes qu'à peine acquises. L'avènement de la micro-informatique, puis celui, peu après, des réseaux s'est en effet, en France du moins, produit dans un contexte de rareté des compétences informatiques dans les centres de recherche historique. Ce dont ainsi se plaignent en 1995 les rédacteurs de l'éditorial du *Médiéviste et l'ordinateur*, ce n'est pas de manquer de machines, ou d'infrastructures, mais de ne pouvoir faire entendre aux administrateurs de la recherche que leurs premiers besoins sont « l'organisation de la formation, de la mise en place de structures et de

procédures d'assistance, de concertation entre utilisateurs »²⁹, procédures d'autant plus nécessaires que la formation des historiens fait peu de place à l'acquisition de compétences informatiques et moins encore à la culture mathématique et statistique. En France, les deux dernières décennies ont vu, de plus, un raccourcissement de la durée de réalisation des thèses et un engorgement du marché universitaire, phénomènes propres à décourager nombre de thésards d'acquiescer péniblement des compétences que nul ne leur demande, voire dont la maîtrise dénote le tâcheron, englué dans la technique et donc la matière. Il faudrait assurément, pour pouvoir avancer avec quelque certitude des propositions qui soient autre chose que des impressions, des enquêtes de terrain dont nous ne disposons pas, mais la fréquentation du milieu des historiens universitaires laisse supposer que les vieilles oppositions entre le travail de la main et celui de l'esprit, la science et la technique, y sont bien vivaces et l'on y rejoue volontiers la querelle de Vadius et de Trissotin. Je ne sais guère d'autre discipline qui permettrait à un brillant thésard, exposant ses travaux dans le cadre d'un séminaire prestigieux, de répondre, sans crainte, qu'il n'a pas eu recours à la lexicométrie pour explorer son vaste corpus de texte, parce qu'il n'aime pas cela, qu'il n'y comprend rien et que de toute façon il n'y croit pas. Imagine-t-on un antiquisant expliquer qu'il n'a utilisé que les sources grecques parce qu'il n'entend rien au latin, qu'il n'aime pas les sonorités de cette langue et que les historiens romains mentent toujours ? Que l'ignorance puisse ainsi se porter en sautoir indique à quel point la curiosité pour le renouvellement de l'outillage à la disposition de l'historien est mal partagée et a peu de chances d'être valorisée.

Ces quelques éléments ne suffisent pas bien sûr à expliquer les formes de la réception de l'informatique réseau par le milieu des historiens. Nous n'avons guère les moyens de le faire et ce n'est pas tout à fait notre propos. La lecture des deux revues dont nous avons fait nos points de repères nous permet à la fois de rendre compte de ce que les textes des historiens portent peu la marque de l'usage de ces outils récents et nous permet de reformuler la question tenant aux transformations de l'écriture historique. En effet, ni la manipulation des données historiques, ni l'invention de formes nouvelles d'exposition du savoir historique n'ont été des priorités au cours de la période récente pour les historiens les plus engagés dans l'étude des possibilités offertes par les mutations de leur outillage, qui sont de plus en plus nombreux. Si nous ajoutons à cela le

29. « Éditorial », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, n° 31-32, printemps-automne 1995.

temps de réalisation des travaux, qui se compte en années, nous pouvons comprendre que l'on chercherait vainement dans les textes produits au cours de ces dernières années par les historiens la trace d'importantes mutations liées à l'avènement de l'informatique réseau. En ce sens, tout discours sur ce sujet est aujourd'hui un discours prospectif, exercice peu prisé des historiens.

Le relevé des interrogations et des expérimentations des historiens nous permet cependant de disposer de quelques éléments permettant de porter un jugement sur la probabilité de certaines évolutions, en sachant cependant la fragilité des interpolations de tendances contemporaines et que toutes les virtualités ne se réalisent pas.

UNE ÉCONOMIE NOUVELLE DE L'ÉRUDITION

+++++

Une évolution cependant est déjà certaine, qui touche aux conditions d'accès à la bibliographie disponible. Les historiens, nous l'avons vu, sont déjà nombreux à utiliser les services des grands agrégateurs de contenus donnant accès aux textes de leurs collègues. C'est là une mutation importante car l'historien est toujours un érudit, tenu de lire les travaux de ceux qui traitent des mêmes objets que lui ; et une recherche commence souvent, de fait, par la constitution d'une bibliographie et la consultation au moins partielle des travaux recensés. Cela a pour effet de confronter le chercheur à des médiateurs nouveaux, dont il perçoit sans doute moins les logiques et les pratiques que celles des bibliothécaires et des documentalistes qui étaient traditionnellement ses interlocuteurs. Il est probable que l'économie de ses lectures s'en trouve changée, l'un des effets les plus évidents de cette mutation étant que l'accès aux textes en langue anglaise se trouve facilité pour les chercheurs rattachés à une institution disposant d'un accès aux grandes bases payantes. Il nous faudrait cependant de systématiques et rétrospectives analyses de citation pour décider des transformations des pratiques bibliographiques des chercheurs. Si nous sommes tentés de considérer spontanément qu'une offre plus riche peut conduire à une diversification des pratiques de lecture, ignorant désormais tant les frontières nationales que les barrières disciplinaires, l'économie des biens culturels est là pour nous rappeler que la surabondance de l'offre peut très bien s'accompagner du triomphe de quelques produits vedettes, et d'une concentration accrue se traduisant par le quasi

monopole de quelques plates-formes d'intermédiation³⁰. Ces transformations sont peu évoquées et peu étudiées par les historiens, sinon parfois pour dénoncer les menaces pesant sur la lecture lente et méditative, supplantée par une lecture rapide qui arrache au texte quelques fragments destinés à nourrir les articles ou les ouvrages du chercheur. Cependant, nous ne savons guère ce qu'il en est des pratiques effectives des historiens, qui n'ont pas attendu l'internet pour consulter les productions de leurs collègues ni pour, à l'aide des index et des tables, aller chercher au détour d'une page la référence ou l'information dont ils avaient besoin. Il n'est pas certain non plus que les véritables enjeux soient de telle nature. Ce mode d'accès confronte à la pléthore, et parfois à la redondance de l'information scientifique, au bruit souvent aussi généré par toute requête ne portant pas sur un illustre inconnu, tout en offrant, par le biais de la numérisation et de la structuration des bases bibliographiques la possibilité de modes nouveaux de manipulation de l'information bibliographique. Un tel contexte a conduit, dans des disciplines voisines, à l'émergence d'entreprises logicistes de formalisation des productions scientifiques, appuyées sur des ontologies locales, qui ont pour fonction de sauvegarder l'exigence d'exhaustivité traditionnellement attachée aux disciplines historiques³¹. Il n'est pas certain que l'histoire, telle du moins que nous la connaissons, se prête à de telles tentatives, qui supposent un accord entre les praticiens du domaine sur ce qui fait objet, mais la discipline est elle aussi confrontée à la croissance exponentielle du volume de la production scientifique et à son accessibilité croissante. Chacun en réponse picore du mieux qu'il peut, sans qu'à notre connaissance émerge une réflexion (et moins encore des pratiques réglées) qui prenne en compte cette nouvelle situation qui fait que l'érudit connaissant l'ensemble des textes et des historiens touchant à ses préoccupations est désormais une figure de légende associée à un passé révolu.

L'érudition historique est aussi affaire de connaissance des fonds et des dépôts d'archives disponibles. L'historien est souvent autant le connaisseur d'un ou de quelques fonds que l'expert d'un domaine ; et cette pratique d'une archive ou de collections est, quand elle est réflexive, productrice de sens. L'archive est en effet souvent le produit d'une visée

30. Franck Rebillard, *Le web 2.0 en perspective. Une analyse socio-économique de l'Internet*, Paris, L'Harmattan, 2007, particulièrement le chapitre 3.

31. La revue en ligne *Arkeotek* se consacre à la défense et à l'illustration de l'approche logiciste en archéologie : < <http://www.arkeotek.org> > au 15/12/2008.

pratique et en porte la trace, tant dans le choix de ce qu'elle retient ou au contraire écarte, que par les contiguïtés établies par le classement des pièces réunies. L'une des principales archives permettant de mener l'histoire de la terreur nazie est ainsi le Berlin Document Center. Établi par l'occupant américain, le centre devait permettre d'identifier les responsables et les exécutants de la machine nazie par la réunion de ce qui avait pu être préservé des archives des organisations nazies. Ce souci pratique explique à la fois les caractéristiques des documents réunis et les modes d'accès à l'information suggérés par la source, qui permet par exemple d'identifier les membres d'une même organisation. Par contre si cette histoire « renseigne [...] sur les bourreaux », les victimes sont « pour ainsi dire absentes »³². En ce sens, chaque archive définit un univers de discours possibles, que l'historien ne peut transcender que par le recours à d'autres archives ou par la transformation de traces du passé en archives dont il se fait le curateur et le premier historien. Le geste premier de l'historien est de transformer les pièces de cette ou de ces archives en sources, réunies, au moins implicitement, en un corpus aux limites plus ou moins fermement définies. Il est, de fait, des corpus définis en compréhension qui sont ouverts et potentiellement infinis et d'autres qui sont étroitement spécifiés. Le fait nouveau, abondamment commenté par les historiens, est que la numérisation d'une partie des matériaux leur permettant de fabriquer leurs sources est en cours, sous des formes diverses. De nombreux centres d'archives mettent au point des dispositifs matures permettant la recherche de pièces d'archives et autorisant soit à en visualiser des images, soit à accéder au texte porté par la source, lui-même parfois décrit au moyen de méta-données structurées. Les Archives de France préparent ainsi la mise en ligne de versions étendues de certaines de leurs bases de données. Il sera bientôt possible de visualiser à distance un cliché des actes de naturalisations décrits par la base NAT des archives de France³³. Les historiens, ceux du moins qui s'expriment dans le cadre des revues dédiées à l'informatisation de la discipline, sont au fait de ces transformations et parfois même partie prenante. Elles rendent possibles, par le biais d'une requête utilisant des opérateurs boléens, voire d'une recherche plein texte, le repérage de pièces d'archives et de textes

32. Luc Van Dongen, « Enjeux sociaux de deux archives de la terreur à Berlin et à Ludwigsburg », in Mauro Cerutti, Jean-François Fayet et Michel Porret, *Penser l'archive*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2006, p. 274.

33. < <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/arn/> > au 15/12/2008.

se rapportant à un personnage, une institution, un lieu, voire d'en visualiser une représentation, alors même qu'elles seraient conservées par de multiples institutions sans liens entre elles. Les historiens, de longue date habitués à chercher les aiguilles dissimulées dans les bottes de foin, sont particulièrement sensibles à cela. Ils semblent moins intéressés par le fait que ces mêmes transformations autorisent à remodeler les bottes de foin et à en proposer des descriptions inédites. Il est désormais possible en effet, dans certains domaines, de composer un corpus très vaste à partir de requêtes sémantiques – si nous considérons, ce qui n'est pas une évidence, que la recherche de chaînes de caractères constitue à proprement parler une requête sémantique – ou en recourant à une ou des bases de données archivistiques. La récupération des notices descriptives, les possibilités de recherches plein texte, voire les progrès des outils de reconnaissance de formes permettent de plus une description qui s'appuie en partie sur des mesures du corpus constitué et qui prend en compte tant les éléments contextuels attachés aux pièces du dossier que les formes et les éléments textuels offerts par celles-ci. Cela n'est pas dire que de telles pratiques sont appelées à se substituer à la recherche en archives, mais qu'elles coexisteront avec des pratiques plus anciennes, selon des modalités que nous ne connaissons pas encore. En effet, tout ne sera pas numérisé, ne serait-ce que pour des raisons de coût, et le simulacre disponible à l'écran n'est qu'une représentation en deux dimensions de la pièce d'archives dont la matérialité – les encres, le papier utilisé pour ne prendre qu'un exemple simple – peut faire sens pour l'historien. Il demeure néanmoins qu'un nouvel espace des possibles est ouvert, au prix d'un redoublement des médiations et parfois de l'absence d'un contact physique avec le support d'inscription de l'information consultée.

À la médiation de l'archiviste ou du documentaliste, qui choisit et indexe, s'ajoute en effet celle de l'informaticien, qui définit un mode d'accès aux données qui n'est pas sans effet. À l'heure actuelle, mais ce peut n'être là qu'une situation transitoire, il est rare que les dispositifs en ligne permettent l'acquisition de la base consultée et de ses descripteurs. Cela contraint l'utilisateur à formuler une requête qui souvent ne permet de visualiser qu'une collection de fiches, qu'il faut souvent examiner une à une, et non une table de données tout entière. Ces procédures supposent de plus la compréhension, parfois difficile à acquérir – parce que sa description n'est pas accessible – de l'architecture de la base et de son langage de requête, lequel peut s'avérer complexe. Nous pouvons alors supposer que cette médiation a ses effets propres, même si une telle

proposition ne peut être posée que comme hypothèse : non seulement par ce qu'elle implique, mais aussi par ce qu'elle contribue à abolir. En effet, la numérisation et l'accessibilité par le réseau d'un certain nombre de fonds a souvent une visée conservatoire. Il s'agit, pour une institution d'archive, de soustraire à la communication des documents très fragiles ou très fréquemment utilisés, afin de garantir leur intégrité physique, ce qui est l'une de ses missions essentielles. Cela conduit dans certains cas à l'absence d'un contact direct avec les pièces d'archives comme à l'impossibilité du feuilletage d'un dossier, d'un carton, comme mode d'accès à l'information. Or ces tâches, longues et fastidieuses, qui ont fait le quotidien de générations d'historiens, imposent à celui-ci un rapport à son matériau qui a sa temporalité propre – une lenteur qui est aussi le temps d'une imprégnation – des postures corporelles et des mouvements, tout en l'exposant à des contigüités entre des pièces, des objets, produites par l'histoire de l'archive qu'il consulte. Tout historien a ainsi vu surgir des textes, des images, dont il ne savait pas qu'il les cherchait et qui parfois ont contribué à réorienter une recherche ou ont fait naître des questions nouvelles. Il est possible que nous perdions, dans le cas de certains fonds au moins, à la fois le bénéfice de ces trouvailles produites par un hasard orienté par la constitution de l'archive, mais aussi le plaisir qu'elles procurent. La fabrique de l'histoire est en effet aussi affaire de pratiques corporelles et d'affects et nous savons, d'expérience ou pour avoir lu Arlette Farge³⁴, que le travail en archives et la prise en main du document sont une expérience sensorielle qui fait naître la rêverie, l'émotion et parfois incite au recueillement. Et si nous ne savons pas comment, ni véritablement pourquoi, nous sentons que ce que nous écrivons a partie liée aux conditions de cette expérience.

NOUVELLES ÉCRITURES HISTORIENNES ET LEURS CONDITIONS DE POSSIBILITÉ

+++++

Les développements actuels suggèrent la possibilité qu'existeront, à une échéance difficile à déterminer, de vastes ensembles numérisés, disponibles sous des formats non propriétaires permettant non seulement de construire des corpus plus vastes et autrement conçus, mais également des manipulations nouvelles, en partie automatisées, des signes et symboles

34. Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 89 et suivantes.

qu'ils recèlent. Et, de fait, cette possibilité existe déjà pour les historiens du très contemporain, qui ont affaire à des sources nativement numériques et volumineuses fournies par le web, les groupes de *news*, voire les collections de courriers électroniques³⁵. Ceux-ci se prêtent tant à une description statistique précise du corpus, qu'à l'usage d'une statistique inférentielle. Les obstacles liés à la taille des corpus, qui ont longtemps interdit aux historiens l'usage pertinent d'un certain nombre d'outils statistiques, sont ici levés. De tels corpus, même faiblement structurés et hétérogènes, peuvent également être soumis à diverses formes de fouilles de données, que celles-ci aient une visée exploratoire ou soient destinées à valider une hypothèse³⁶. Ajoutons qu'un même constat peut être fait pour les écritures invisibles que multiplie l'historien au cours de son étude des sources et qui, s'il faut en croire la multiplication des ordinateurs portables dans les salles d'archives, sont de plus en plus nativement numériques.

L'accès de beaucoup à l'informatique et la diffusion d'outils logiciels simples d'accès favorisant la structuration et la fouille d'une information hétérogène permettent en effet la fabrication par les chercheurs d'archives numériques de leur cheminement propre, mêlant annotations, citations, références bibliographiques, clichés de sources, ou éléments de bases de données, voire la possibilité de partager de telles bases. Les historiens, savent, puisqu'ils sont nombreux à l'écrire, que les transformations des règles de manipulations des signes, l'invention de formes nouvelles de disposition de ceux-ci, ont des effets heuristiques. Vincent Denis montre dans une thèse récente que la mise au point de techniques d'identification et de recensement des individus, qui passe par un perfectionnement des cartes et des registres employés, et les possibilités de manipulation de celles-ci au moyen d'une centralisation achevée de l'information, « rendent possible une nouvelle appréhension des phénomènes sociaux, fondée sur leur quantification » et permettent à l'État royal, « doté de nouveaux instruments de connaissances du royaume », d'aspirer « à de nouvelles formes d'intervention »³⁷. Pourtant les historiens sont peu nombreux à prêter intérêt aux outils permettant la mise en œuvre de nouvelles combinatoires à partir de vastes corpus, même parmi les plus informatisés d'entre eux.

35. Fabien Granjon, *L'internet militant : mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Rennes, Éditions Apogée, 2001.

36. « Apprentissage artificiel et fouilles de données », *Revue des nouvelles technologies de l'information*, A-2, 2008.

37. Denis Vincent, *Une histoire de l'identité, France 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008.

Et cet intérêt, récent, n'a pas débouché sur la mise au point d'outils spécifiques, alors que tel a été le cas chez les géographes, les archéologues, les documentalistes et les archivistes. Le trait est intéressant parce qu'il suggère une originalité disciplinaire qu'il n'est pas possible, lorsque la population étudiée est constituée des membres des cercles les plus engagés dans l'informatisation de la discipline, de le mettre sur le compte d'une technophobie des agents. Nous ne disposons cependant, pour en rendre compte, que d'hypothèses.

Nous pouvons prendre comme point de départ l'éventuelle originalité de la discipline. Celle-ci est une connaissance par traces de mondes révolus, ce qui interdit, de fait, toute observation et mesure directe. Elle a, de plus, affaire à la temporalité, ou plutôt à des régimes de temporalités très divers, tous les historiens ne travaillant pas à la même échelle. La discipline est, de plus, très peu formalisée. L'absence de procédures codifiées, d'un langage descriptif commun, de cadres théoriques partagés, ou au moins discutés, est caractéristique de celle-ci. De fait, les pratiques en son sein sont très diverses et l'on trouve parmi les historiens des auteurs de démographies rétrospectives, des spécialistes des économies anciennes ou de géographie historique dont les usages et le vocabulaire sont parfois plus proches de ceux des économistes ou des géographes du contemporain que de certains de leurs collègues. L'ambition, caractéristique des évolutions récentes de la discipline de prendre en charge les glissements sémantiques dans le temps et les catégories indigènes ajoute encore à cette diversité. Il n'empêche que tous appartiennent à la communauté historique et sont reconnus comme tels par leurs pairs. De plus, la discipline historique progresse souvent par déplacements de ses questionnements, ce qui s'accompagne fréquemment d'un changement de vocabulaire, voire de la mobilisation de sources ou d'archives nouvelles. Or, la création de systèmes experts nécessite une formalisation et une explicitation des procédures et des outils conceptuels mobilisés (et généralement leur standardisation), ce qui est, de fait, particulièrement difficile à accomplir dans le cadre d'une discipline que ne définit ni une *praxis*, ni un matériau, ni un vocabulaire partagé.

S'il n'est donc pas certain qu'un système d'information historique adapté à tous les usages historiens puisse voir le jour, nous pouvons supposer la possibilité qu'émergent des outillages spécifiques à la validité plus locale, partagés par des groupes de spécialistes plus étroits, aux pratiques plus homogènes. Et, à notre connaissance, les historiens attirés par ces perspectives tentent d'adapter à leurs usages des outils conçus pour

et par d'autres. Des raisons pratiques l'expliquent sans doute en partie. Parmi elles, le fait que les très grands corpus de données utilisables sont encore relativement rares.

Or, la conception de tels systèmes d'information dédiés aux historiens est une opération aussi longue que coûteuse, qui exige la réunion de compétences rares et diverses. Pour y parvenir, il faudrait imaginer une enquête associant des informaticiens et des scientifiques, ou la réunion au sein d'un laboratoire des compétences nécessaires, sinon le recours à des prestataires de services extérieurs. Il est rare, quoique le cas se produise parfois³⁸, que les historiens se trouvent dans l'une ou l'autre de ces situations. Le fait est en partie lié à une organisation de la recherche dont nous avons déjà évoqué les traits, en partie aux caractéristiques de la pratique sociale qu'est le travail historien.

Les systèmes d'information géographique – ou archéologique, pour ne rien dire des dispositifs de fouille de données –, n'ont pas émergé seulement parce que la nature des matériaux à traiter en rendait la conception aisée, mais aussi parce que l'intérêt pratique d'un système d'aide à la décision justifiait – au moins en France – des investissements coûteux ou des efforts soutenus : par exemple, afin de disposer d'éléments prédictifs adossés à une formalisation robuste en matière d'aménagement du territoire ou d'archéologie préventive. Cependant, la discipline historique n'est pas si étroitement liée à des savoirs pratiques qu'elle puisse fréquemment co-produire de tels outils. Il arrive, certes, que les autorités judiciaires ou le pouvoir politique demandent à l'historien d'établir des faits, en réponse à une question précise, ou que soit commandité ou approuvé un récit qui fonde une appartenance, ou justifie une politique. Ce que l'on demande cependant alors à l'historien, c'est-à-dire le travail historique qui est valorisé et financé par des opérateurs extérieurs au champ scientifique, est rarement un savoir formalisé ou une prédiction robuste, qu'il serait d'ailleurs bien en peine de fournir. Et la demande qui lui est parfois adressée de produire récits signifiants et mythes ne le prédispose pas à s'intéresser aux formes d'écriture nouvelles permises par le développement de l'informatique et des réseaux.

Renouveler ainsi le constat que la lecture des récits historiens et la consultation de la Toile ne permettent guère de repérer de changement

38. Par exemple le projet Alpage, AnaLyse diachronique de l'espace urbain PArisien : approche GEomatique, sous la responsabilité d'Hélène Noizet, voir < <http://lamop.univ-paris1.fr/W3/lamopII.Alpage.htm> >.

majeur dans les orientations d'une discipline ou les modes de son écriture ne signifie pas que rien ne change ou ne changera. D'une part, les écritures dont se servent les historiens, usagers des archives et des bibliothèques, et sans doute en partie leurs écritures quotidiennes, subissent des transformations majeures dont nous ne pouvons encore examiner les effets, tant parce qu'elles sont récentes que parce que nous manquons absolument de faits construits à cette fin, même si nous pouvons définir quelques possibles conséquences en suivant les pas des premiers historiens numériques. D'autre part, les transformations d'une discipline et d'une institution ne dépendent pas uniquement de la disponibilité d'outils nouveaux. Les transformations en cours des institutions universitaires, du secteur de l'édition, peu prévisibles dans leurs formes et leurs effets, voire des usages sociaux des produits de l'activité des historiens, sont susceptibles de bouleverser les conditions d'exercice de l'activité historique et des modes d'écriture et de diffusion de ses produits. Ce, d'autant plus que les durables réticences de larges secteurs de la profession historique ne sont pas une donnée de nature, mais une disposition sociale – donc liée à un contexte – que l'on peut comprendre comme la réponse d'une institution à l'annonce de changements potentiellement porteurs d'une remise en cause de son organisation et de son fonctionnement, cependant qu'ils font planer sur les agents la menace d'un remodelage des hiérarchies fonctionnelles et des compétences, voire d'une démonétisation de certaines de leurs compétences chèrement acquises. Les transformations de cet ordre cependant sont lentes. De ce fait, il est probable que les expérimentations et les pratiques innovantes émergeront, pour partie, aux marges des institutions. La rapidité et le faible coût des échanges permis par le réseau, l'existence d'une population nombreuse, formée aux techniques de l'histoire, sans espoir d'intégration dans ses institutions et sans accès aisé aux formes traditionnelles de l'édition, mais entretenant avec elles des liens, le souci, très caractéristique du monde contemporain, de ne pas, en quelque domaine que ce soit, laisser la parole aux seuls experts patentés, l'accessibilité et la simplicité d'emploi d'outils de travail collaboratifs, laissent augurer la naissance d'historiens collectifs savants, dont l'existence ne sera pas en soi une radicale nouveauté – le monumental et collectif dictionnaire biographique du mouvement ouvrier nous le rappelle³⁹ – mais dont les productions et les écritures auront sans doute des traits spécifiques.

39. Cf. < <http://biosoc.univ-paris1.fr> >.